

# JACQUES BONHOMME

LA VIE A BON MARCHÉ.

LAMARTINE

Il ne s'agit pas de raccourcir les habits pour en faire des vestes, mais d'allonger les vestes pour en faire des habits.

GARNIER PAGES (Garcin)

Peuples, formez une Sainte-Alliance. Et donnez-vous la main.

BÉRANGER.

## ABONNEMENTS.

	TROIS MOIS.	SIX MOIS.
Paris . . . . .	3 fr.	5 fr.
Départements . . . . .	4	7

## ON S'ABONNE A PARIS.

AU BUREAU,  
RUE BERGÈRE, 8.

## ANNONCES.

Réclames . . . . .	1 50
Anglais . . . . .	75

Toute lettre non affranchie sera refusée.

## SOMMAIRE.

Aux citoyens Lamartine et Ledru-Rollin. — Funeste gradation. — Les Conseils des départements et des communes. — Tous les Français fonctionnaires publics. — Plan du ministre des finances. — Cautionnements. — Consultations gratuites de Jacques Bonhomme. — Jacques Bonhomme à l'Assemblée nationale.

### Aux citoyens Lamartine et Ledru-Rollin.

Dissolvez les ateliers nationaux. Dissolvez-les avec tous les ménagements que l'humanité commande, mais DISSOLVEZ-LES.

Si vous voulez que la confiance renaisse, dissolvez les ateliers nationaux.

Si vous voulez que l'industrie reprenne, dissolvez les ateliers nationaux.

Si vous voulez que les boutiques se vident et s'emplissent, dissolvez les ateliers nationaux.

Si vous voulez que les fabriques se rouvrent, dissolvez les ateliers nationaux.

Si vous voulez que la province se calme, dissolvez les ateliers nationaux.

Si vous voulez que la garde nationale se repose, dissolvez les ateliers nationaux.

Si vous voulez que le peuple vous bénisse, y compris cent mille travailleurs de ces ateliers sur cent trois mille, dissolvez les ateliers nationaux.

Si vous n'avez pas résolu que la stagnation des affaires, et puis celle du travail, et puis la misère, et puis l' inanition, et puis la guerre civile, et puis la désolation, deviennent le cortège de la République, dissolvez les ateliers nationaux.

Si vous n'avez pas résolu de ruiner les finances, d'écraser les provinces, d'exaspérer les paysans, dissolvez les ateliers nationaux.

Si vous ne voulez pas que la nation tout entière vous soupçonne de faire à dessein planer incessamment l'émeute sur l'Assemblée nationale, dissolvez les ateliers nationaux.

Si vous ne voulez pas affamer le peuple après l'avoir démoralisé, dissolvez les ateliers nationaux.

Si vous ne voulez pas être accusés d'avoir imaginé un moyen d'oppression, d'épouvante, de ruine et de terreur qui dépasse tout ce que les plus grands tyrans avaient inventé, dissolvez les ateliers nationaux.

Si vous n'avez pas l'arrière-pensée de détruire la République en la faisant haïr, dissolvez les ateliers nationaux.

Si vous ne voulez pas être maudits dans le présent; si vous ne voulez pas que votre mémoire soit exécrée de génération en génération, dissolvez les ateliers nationaux.

Si vous ne dissolvez pas les ateliers nationaux, vous attirerez sur la patrie tous les fléaux à la fois.

Si vous ne dissolvez pas les ateliers nationaux, que deviendront les ouvriers lorsque vous n'aurez plus de pain à leur donner, et que l'industrie privée sera morte?

Si vous conservez les ateliers nationaux dans des desseins sinistres, la postérité dira de vous: C'est sans doute par lâcheté qu'ils proclamaient la République, puisqu'ils l'ont tuée par trahison.

### Funeste gradation.

Les dépenses ordinaires de l'État sont fixées, par le budget de 1848, à un milliard sept cents millions.

Même avec l'impôt des 45 centimes, on ne peut arracher au peuple plus de un milliard cinq cents millions.

Reste un déficit de deux cents millions.

En outre, l'État doit deux cent cinquante millions de bons du Trésor, trois cents millions aux caisses d'épargne, sommes actuellement exigibles.

Comment faire? L'impôt est arrivé à sa dernière limite. Comment faire? L'État a eu une idée: s'emparer des industries lucratives, et les exploiter pour son compte. Il commence par les chemins de fer et les assurances; puis viendront les mines, le roulage, les papeteries, les messageries, etc., etc.

Imposer, emprunter, usurper, funeste gradation!

L'État, je le crains bien, suit la route qui perdit le père Mathurin.

J'allai le voir un jour, le père Mathurin. Eh bien, lui dis-je, comment vont les affaires?

— Mal, répondit-il; j'ai peine à joindre les deux bouts. Mes dépenses débordent mes recettes.

— Il faut tâcher de gagner un peu plus.

— C'est impossible.

— Alors il faut se résoudre à dépenser un peu moins.

— A d'autres! Jacques Bonhomme, vous aimez à donner des conseils, et moi je n'aime pas à en recevoir.

A quelque temps de là, je rencontraï le père Mathurin brillant et reluisant, en gants jaunes et bottes vernies. Il vint à moi sans rancune. Cela va admirablement! s'écria-t-il. J'ai trouvé des prêteurs d'une complaisance charmante. Grâce à eux, mon budget, chaque année, s'équilibre avec une facilité délicieuse.

— Et à part ces emprunts, avez-vous augmenté vos recettes?

— Pas d'une obole.

— Avez-vous diminué vos dépenses?

— Le ciel m'en préserve! bien au contraire; admirez cet habit, ce gilet, ce gibus! Ah! si vous voyiez mon hôtel, mes laquais, mes chevaux!

— Fort bien; mais calculons. Si l'an passé vous ne pouviez joindre les deux bouts, comment les joindrez-vous, maintenant que, sans augmenter vos recettes, vous augmentez vos dépenses et avez des arrérages à payer?

— Jacques Bonhomme, il n'y a pas de plaisir à causer avec vous. Je n'ai jamais vu un interlocuteur plus maussade.

Cependant ce qui devait arriver arriva. Mathurin mécontenta ses prêteurs, qui disparurent tous: cruel embarras!

Il vint me trouver. Jacques, mon bon Jacques, me dit-il, je suis aux abois, que faut-il faire?

— Vous priver de tout, travailler beaucoup, vivre de peu, payer au moins les intérêts de vos dettes, et intéresser ainsi à votre sort quelque juif charitab!e qui vous prêtera de quoi passer un an ou deux. Entre ce temps, vous renverrez vos commis inutiles, vous vous logerez modestement, vous vendrez vos équipages, et, peu à peu, vous rétablirez vos affaires.

— Maître Jacques, vous êtes toujours le même. Vous ne savez pas donner un conseil agréable et qui flatte le goût des gens. Adieu. Je ne prendrai conseil que de moi-même. J'ai épuisé mes ressources, j'ai épuisé les emprunts, maintenant je vais me mettre à . . . . .

— N'achevez pas, je vous devine.

### Les Conseils des Départements et des Communes.

Il y a bientôt quatre mois que le peuple a renversé la monarchie. Il y a un mois et demi que l'Assemblée nationale a proclamé solennellement la république.

Il paraît cependant que la nouvelle de ce grand événement n'est pas encore parvenue jusqu'à l'Hôtel-de-Ville de Paris; encore moins jusqu'aux préfectures de nos quatre-vingt-six départements. Autrement comment pourrait-on s'expliquer qu'à l'heure qu'il est, le citoyen maire de Paris et les citoyens préfets de nos départements s'érigent encore en vice-rois absolus dans leurs départements respectifs.

Ce n'est assurément pas dans une république qu'on admettrait l'existence de proconsuls ou de satrapes (nous ne tenons pas au choix du nom), exerçant sur les populations une autorité sans contrôle et sans limites.

L'Assemblée nationale ferait donc sagement d'interrompre un instant ses travaux pour expédier des estafettes dans ces diverses directions, afin d'annoncer la grande nouvelle aux fonctionnaires qui paraissent l'ignorer. Ils se hâteraient alors sans nul doute de convoquer le peuple, pour l'élection de ses conseillers municipaux et départementaux.

S'il faut pour cela un décret de l'Assemblée, elle ne saurait trop se hâter de le rendre: c'est, quoi qu'on en puisse dire, une des affaires les plus urgentes du moment.

Si peu que Jacques Bonhomme ait appris de latin, il sait que le mot république signifie: *res publica*, la chose publique.

Aussi ne consentira-t-il jamais à se croire en république, tant qu'il n'aura rien à voir dans les affaires de sa Commune, laquelle dépense annuellement, s'il est bien informé, quelques quarante millions, dont il fournit sa part.

Il importe beaucoup que dans les départements l'opinion publique prenne une assiette. Il importe aussi que la conduite des fonctionnaires publics y soit éclairée et contrôlée. Pour tout cela, la création immédiate des Conseils municipaux et départementaux, sur la base d'une élection démocratique, est d'absolue nécessité.

Il n'est pas sans intérêt non plus, dans un moment comme celui-ci, où de toutes parts de graves embarras surgissent, que les fonctionnaires inexpérimentés auxquels le gouvernement de la République délègue ses pouvoirs, trouvent au besoin dans les Conseils locaux des guides et des soutiens.

Je crois, Dieu me damne! que le citoyen Duclerc, ministre des finances, veut faire de Jacques Bonhomme un employé du gouvernement, un fonctionnaire public! En effet, si on l'écoute, il n'y aura bientôt plus d'industrie libre, et l'État aura tout mis en régie. La semaine passée, le citoyen Duclerc a proposé d'exproprier les actionnaires possesseurs des chemins de fer; le voilà qui vient de proposer de faire faire les assurances par l'État. Demain il proposera peut-être de faire fabriquer le sucre par l'État; puis le vin, puis le blé, puis le drap, les souliers et les paletots; car toutes les inventions produisent des bénéfices que le fisc pourrait faire entrer dans ses coffres.

Jacques Bonhomme proteste. Il connaît le cœur humain, il sait, qu'aussitôt qu'un homme (même vertueux par hypothèse) n'est plus responsable de ses œuvres; dès qu'il ne travaille plus directement pour lui, mais pour la communauté, son intelligence sommeille et son activité s'arrête. Quand tous les Français seront tous employés, ils seront tous paresseux; ils travailleront beaucoup moins, produiront beaucoup moins, et la misère s'accroîtra.

Si l'Assemblée nationale approuve les plans du citoyen Duclerc en ce qui touche les chemins de fer et les assurances, le peuple français ne tardera pas à être le peuple le moins bien transporté et le moins bien assuré du monde. Il arrivera même que les administrations des assurances faisant les plus grandes difficultés pour payer les sinistres, ceux qui voudront être réellement assurés s'adresseront à des assureurs étrangers. De cette façon, la prime payée à l'État sera simplement un impôt.

Un nouvel impôt! Ne voilà-t-il pas un beau cadeau, pour un ministre de la République!

### Plan du ministre des finances

Suivant le plan proposé par le ministre des finances, l'État se créerait d'abord, pour le répartir sur deux années, une ressource extraordinaire de 580 millions. Voici par quels moyens:

1° La Banque lui prêterait	150 millions;
2° Le gouvernement serait autorisé à vendre une partie des forêts de l'État jusqu'à concurrence de	125 millions;
3° Des coupes extraordinaires de bois produiraient en deux ans	55 millions;
4° Les achats de rentes que les départements effectuent ordinairement à Paris par des intermédiaires, et qui s'élèvent, année moyenne, à 75 millions, se feraient directement, et produiraient, savoir: 25 millions en 1848 et 75 millions en 1849, total,	100 millions;
5° Réserve de l'amortissement	53 millions;
6° On ferait, sur le domaine privé de Louis-Philippe, à titre de dédommagement, pour le gaspillage réel ou supposé des forêts de l'État, une retenue de	25 millions;
7° En se substituant aux compagnies des chemins de fer, l'État s'approprierait leur encaisse qui est de	45 millions;
8° Le produit de l'exploitation de ces chemins serait en deux ans de	20 millions;
9° Enfin, la vente des alluvions et des lacunes de route produirait	7 millions;
<b>Total, 580 millions.</b>	

Voici maintenant quel serait l'emploi de ces fonds:

Une somme de 350 millions serait consacrée à l'achèvement des chemins de fer, à leur exploitation et à l'indemnité due aux compagnies. Il resterait donc, suivant les prévisions du ministre, 230 millions qui serviraient à alléger et à raffermir notre situation financière.

Ce plan est sans doute fort séduisant.

Mais Jacques Bonhomme se permet de croire que le ministre des finances a compté sans son hôte; c'est-à-dire sans le discrédit général qui affecte aujourd'hui toutes les valeurs et auquel il s'agit précisément de remédier.

Il pense que le jour où le gouvernement voudrait réaliser ces ressources, il les verrait pour la plupart fondre dans sa main.

Le produit de la vente des forêts se réduirait probablement de moitié.

Le produit des coupes de bois, des deux tiers;



Le produit de l'achat des rentes dans les départements, des trois quarts.

La Banque a promis de prêter à l'Etat 450 millions, soit. A quelles conditions ? Peu importe ; il ne faut pas s'embarrasser de si peu. Mais les compagnies des chemins de fer consentent-elles à livrer à l'Etat leur encaisse contre des rentes ? Et si elles se refusent, se proposent-elles de leur prendre à titre d'emprunt forcé ?

Prendre à Louis-Philippe, sur son domaine privé, 25 millions, sous prétexte de gaspillage des forêts de l'Etat, c'est bien dur ; au moins faudrait-il que le gaspillage fût régulièrement constaté, et l'étendue du dommage apprécié.

Somme toute, il se pourrait que l'opération ne produisit rien au delà des 350 millions nécessaires pour le rachat et l'exploitation des chemins de fer.

S'il en était ainsi, l'Etat se trouverait bientôt avec quelques forêts de moins, quelques dettes de plus et une mauvaise affaire sur les bras.

La mauvaise affaire, c'est l'achèvement et l'exploitation des chemins de fer, dont il ne se tirera jamais à son honneur.

Retirez votre projet, M. le ministre, et donnez-nous autre chose.

Le ministère, qui se traîne avec tant de peine et si peu de succès à la suite des événements de chaque jour, avait au moins eu jusqu'à présent certaine réputation de républicanisme. On rangeait nos hommes d'Etat dans la catégorie des hommes de bonne volonté, ne pouvant les ranger dans celle des hommes d'exécution et de vigueur. On leur accordait le mérite de la foi, ne pouvant leur accorder celui des œuvres ; mais ce mérite ils viennent de le répudier par une sorte d'apostasie aussi audacieuse qu'inopinée. Par un étrange miracle, leur calendrier a rétrogradé jusqu'au temps des lois de septembre, ce qui nous fait espérer que la censure et les lois d'amour ne sont pas bien loin. Ainsi il a pu être proposé par un ministre dit républicain, à une chambre issue du suffrage universel, en face des représentants de la presse, c'est-à-dire de ceux qui ont fourni l'impulsion à toutes les grandes explosions libérales, — il a été proposé de maintenir les vieilles lois sur le cautionnement des journaux, et de rétablir pour les œuvres de la pensée le cens électoral, abolé avec enthousiasme pour les œuvres de haute politique. De sorte qu'il faudrait maintenant payer la dîme pour avoir le droit d'avoir de l'esprit, du savoir, ou même — si cela se pouvait, de soutenir les actes ministériels. Tout cela serait parfaitement ridicule si M. Bethmont, le titulaire du ministère de la justice, n'avait lancé fort sérieusement son réquisitoire contre la mauvaise presse, à la barbe même des citoyens Flocon, Bastide, Lamartine, lesquels sont issus tout entiers de cette même mauvaise presse. Il faut donc croire que nous aurons à stigmatiser sur le front de nos républicains de la veille les méfaits, le vandalisme, le sacrilège, que nous avions déjà stigmatisés au front des procureurs de l'ex-monarchie, de l'ex-fisc, de l'ex-gendarmerie. Pour être passés des mains des créateurs du 24 février et des barricades, les ciseaux de la censure n'en sont pas moins devenus la guillotine de l'idée, et nous ne voulons pas plus de gendarmes déguisés en gardes municipaux, puis en agents de sûreté, que nous ne voulons des bureaux de l'esprit public transformés en édits sur le cautionnement. Pourquoi pas le timbre ? Pourquoi pas le privilège octroyé ? Pourquoi pas les jurés probes et libres ? Pourquoi pas la fine fleur des procès de tendance greffés sur l'arbre de la liberté ?

Jacques Bonhomme avoue très-humblement que s'il lui faut extraire de sa poche et retirer de ses fermes qui ne vont déjà pas trop bien, de quoi fournir un cautionnement, il lui faudra aussi se résigner à ne plus paraître, à ne plus gôser avec ses amis sur ce qui se passe ou ce qui ne se fait pas plutôt. Il en serait doublement malheureux : pour lui-même, mais à coup sûr pour ceux qu'il s'efforce d'éclairer, et pour ceux qui gagnent leur vie à le composer, l'imprimer, le plier, l'afficher, le crier, etc. De plus il a eu beau tourner la question dans tous les sens, et se creuser le cerveau, il n'a jamais pu parvenir à concevoir pourquoi il faudrait donner un cautionnement pour faire un journal qui remue à peine quelques idées, et pourquoi il n'en faudrait pas lorsqu'on publie un livre, lorsqu'on commande en chef une armée, et surtout lorsqu'on a l'insigne honneur de tenir en main le manche d'une charrette comme la France. Il n'est pas riche à coup sûr, mais il s'engage encore à verser dans les caisses du Trésor de quoi répondre de ses erreurs sur de ses crimes futurs, si les citoyens Flocon, Bethmont, Duclerc, Marie, etc., déposent de quoi répondre des services, des intérêts et de la grandeur de la France. Et nous croyons que son cautionnement serait infiniment moins compromis que le leur.

#### Consultations gratuites de Jacques Bonhomme.

(Suite.)

— J'écoute, maître Jacques ; mais je crains que vous ne puissiez pas arriver à me prouver qu'il n'y a rien de mieux que ce qu'on nous donne. J'ai vu de meilleures pièces à l'Ambigu, et de meilleurs auteurs aussi.

— Qui donc l'a monté ainsi la tête, Pierre ?

— Ce sont les amis, quoi ! De crânes politiques, allez, qui ne perdent pas leur temps à pousser le rabot, à faire des soulèvements ou à lire ; mais qui étudient sur la place publique, qui travaillent de la langue et nous font voir, clair comme le jour, qu'il n'y a rien de fait que tout est à faire.

— Ce n'est pas flatteur pour les héros des barricades, ce qu'ils disent-là.

— C'est possible, mais c'est vrai. Nous sommes restés en route ; un coup de collier de plus, et nous étions organisés. — C'est le mot, je crois ; — l'Etat nous prêtait de l'argent sur notre signature, — comme dit Bilboquet ; — l'ouvrage nous tombait dans les mains sans nous déranger ; le blé poussait toujours, le vin coulait toujours, et on se partageait des bénéfices superbes tous les ans.

— Bravo ! mais ça coûte cher tout cela ?

— Allons donc. Ce sont les riches, les bourgeois qui auraient payé la carte. C'est à eux à ne pas avoir des capitaux, afin de nous exploiter, comme dit un de nos maîtres, un fier gas, qui traite Robespierre d'aristocrate, parce qu'il prait le bon Dieu et reconnaissait la propriété. Et puis, comment voulez-vous être content ? Est-ce que le travail va quelque part ? Est-ce que nous ne sommes pas obligés de recevoir trente ou quarante sous tous les jours, en attendant que l'on associe les travailleurs ? Est-ce que nous ne sommes pas plus malheureux que jamais ? Le Trésor ne pourrait peut-être pas me donner la monnaie de cent sous, et vous voulez que ça aille, et vous dites que nous avons gagné quelque chose à la République ! — Ah ! maître Jacques, il faudrait nous remettre au galop.

— D'autres disent au contraire qu'il faudrait reculer. — Tu es borgne de l'œil droit, ils le sont de l'œil gauche ; voilà toute la différence : seulement, toi et tes pareils, vous êtes tous borgnes et aveugles par dessus le marché.

— Ingrats ! vous plaisantez, maître.

— Oui ingrats : voyons, avec quoi conduit-on un pays ? C'est avec des lois, n'est-ce pas ?

— C'est vrai.

— Eh bien ! le pays, le peuple, ont donc intérêt à ce que les lois soient bonnes, bien exécutées, et à ce qu'on ne les fabrique plus en famille, comme cela se faisait à la barbe hier encore, par de gros bonnets où tu n'aurais jamais mis ta tête, nigaud ; et tu penses bien que les gros bonnets travaillent pour eux. Fallait-il laisser aller les choses comme cela ?

— Non, mordienne ! — mille fois non. — Eh bien ! voyant que les députés du monarque étaient trop durs à la détente des droits de tous, on leur a forcé la main et on est parvenu à établir que le peuple couvrait le sol, battant le beurre, faisant les maisons, pouvait bien être son maître. Alors, on a publié sur tous les murs, et en grosses lettres, ces mots : *Souveraineté du peuple*. Est-ce juste, dis ?

— Parbleu ! le charbonnier est bien maître chez lui.

— Tu y viens, Pierre. — Vous voilà donc maître ; et comme l'œil du maître vaut mieux que tous les gendarmes et tous les commis, on t'a donné le *suffrage universel*, c'est-à-dire le droit de veiller sur ton grain, et de faire faire les lois comme tu l'entends. Et comme c'est avec des petits bouts de loi qu'on ruine ou qu'on enrichit un pays, qu'on impose son sel, ton tabac, ta viande, tes lettres, tes passeports, ton vin, ou qu'on diminue au contraire les impôts et les corvées, tu comprends que maintenant ça dépend de toi et de tous tes amis d'être gouvernés à bas compte. — Ah ! Pierre, mon ami, n'est-ce pas beau de pouvoir se mettre dans la balance pour la faire pencher du bon côté de gouverner à bas compte.

— Oui-dà, et je voudrais bien y mettre ma femme aussi, qui a du bon. — Ça viendra. Mais en attendant tu as, vous avez dans les mains la clef de la caisse et du gouvernement, et vous ne l'aviez pas avant. C'est toujours ça de gagné, mon garçon.

— Je comprends. — Quand ce sont les autres qui tiennent le gouvernement et les clefs de la caisse, on est en monarchie ; et quand c'est soi-même, on est en république. Vive la République, alors !

— Oui, Pierre, et qu'elle vive toujours ! Seulement il faut savoir se servir des clefs et du gouvernement.

— Vous m'apprenez ça, maître Jacques ?

— Je tâcherai, mon ami.

#### CHRONIQUE POLITIQUE.

##### Jacques Bonhomme à l'Assemblée nationale.

Jacques Bonhomme s'étant fait journaliste, de simple laboureur qu'il était, Jacques Bonhomme s'est mis à suivre régulièrement les séances de l'Assemblée nationale. Non pas qu'il y trouve beaucoup de plaisir. Non ! Jacques Bonhomme aimerait mieux travailler tranquillement à son champ ou bien achever d'enclore son pré, en respirant le grand air du matin à pleines gorgées, que d'aller s'enfermer pendant la moitié du jour dans une assemblée si bien composée qu'elle soit. Jacques Bonhomme n'aime pas les endroits où l'on crie et où l'on s'étouffe. Jacques Bonhomme préfère le chant du rossignol, voire de la fauvette, aux plus beaux discours des plus beaux orateurs du pays, et il est plus à l'aise sur le tapis d'herbe et de marguerites de sa prairie que sur les tapis de laine à ramages des salons de Paris.

Mais Jacques Bonhomme a compris qu'il ne pouvait écrire son journal en conduisant sa charrue, en plantant ses haies ou en sarclant les mauvaises herbes de son jardin, et Jacques Bonhomme est venu comme les autres savoir ce qui se passe à l'Assemblée nationale. Depuis lundi de la semaine passée il n'a pas manqué une séance.

Jacques Bonhomme a été assez content de l'aspect de l'Assemblée ; et autant qu'il a pu en juger en si peu de jours, il lui a paru que l'Assemblée était aussi bonne qu'on pouvait la souhaiter. Non pas que Jacques Bonhomme ne se fût imaginé quelque chose de mieux encore. Jacques Bonhomme pensait que... Mais Jacques Bonhomme vous dira une autre fois comment l'Assemblée aurait dû être composée pour être tout à fait selon son cœur et selon son esprit. Aujourd'hui Jacques Bonhomme se contentera de raconter ce qu'il a vu faire à l'Assemblée pendant les sept jours de la semaine passée.

Quoique Jacques Bonhomme soit bien un peu bavard de nature, il fera son récit aussi court que possible. Jacques Bonhomme sait qu'un bon nombre des braves et dignes gens qui veulent bien donner un sou pour acheter sa feuille sont fort occupés durant tout le jour et qu'ils n'ont guère le loisir d'en lire bien long le soir. On joue alors avec les miches, on cresse un brin la ménagère, on jase avec les voisins en fumant sa pipe ; et comme tout cela repose l'esprit et les bras un peu mieux que la politique, on se couche sans avoir lu les grands articles des journaux. Voilà pourquoi Jacques Bonhomme s'est bien promis de raconter toujours simplement et crûment, sans faire de longues phrases, ce qu'il aura vu et entendu chacun des jours de la semaine.

LUNDI.

Jacques Bonhomme a entendu hier ce jour-là l'exposé du projet de M. Duclerc, ministre des finances, pour le rétablissement des finances de la République. Jacques Bonhomme avait dans son village un voisin qui était criblé de dettes. Pour se tirer d'affaire avec ses créanciers, savez-vous ce que faisait le voisin de Jacques Bonhomme ? Il faisait de nouvelles dettes pour payer les vieilles. Mais comme plus loin il allait dans ce mauvais chemin, plus son crédit baissait, et ceux qui lui prêtaient de l'argent exigeaient des conditions de jour en jour plus dures, si bien qu'à la longue, à force de creuser de grands trous pour en boucher de petits, le voisin de Jacques Bonhomme finit par en creuser un si large et si profond qu'il ne s'en put tirer.

Eh bien ! il a semblé à Jacques Bonhomme que le ministre des finances de la République prenait le même chemin que son ancien voisin. Au lieu d'économiser, le ministre veut emprunter ; et comme personne aujourd'hui n'aime à lâcher son avoir, le ministre empruntera à gros deniers. En outre, le ministre veut vendre une partie des forêts de l'Etat. Jacques Bonhomme approuverait beaucoup cette idée-là dans les temps de calme et de bon crédit, car il est persuadé que le gouvernement administre fort mal ses forêts, et que des particuliers en tireraient un bien meilleur parti ; mais Jacques Bonhomme est d'avis que si l'Etat vend ses bois à présent, il les vendra à grande perte et fera une fort mauvaise affaire.

MARDI.

A la fin de la séance de lundi, on s'était beaucoup occupé du citoyen Louis Bonaparte. Jacques Bonhomme, non plus que les quatre-vingt-dix-neuf centièmes de ceux qui s'en occupaient, ne connaissait ce citoyen-là, autrement que comme un des nouveaux de l'empereur. Or, des neveux de l'empereur, il y en a déjà deux à l'Assemblée nationale, et entre ces deux-là, il y en a un qui ressemble beaucoup plus à un petit caporal qu'à un empereur. Pourquoi donc s'occupait-on du citoyen Louis Bonaparte plutôt que de ses deux cousins ? Etait-ce parce que le citoyen Louis Bonaparte est l'héritier en ligne directe de l'empereur ? Mais le peuple a déjà fait deux révolutions pour abolir des gouvernements héréditaires ; le peuple ne veut plus de l'hérédité ; il veut à l'avenir nommer lui-même ceux qu'il jugera dignes de le gouverner... Qu'importe donc aux yeux du peuple que Louis Bonaparte soit ou ne soit pas l'héritier direct de Napoléon ? Mais peut-être le peuple s'occupait-il de Louis Bonaparte, à cause de la supériorité de ses connaissances et de son jugement ? Hélas ! le peuple sait bien que le citoyen Louis Bonaparte est un homme d'un esprit fort ordinaire. Un homme qui s'entend mieux à manier un fusil de chasse qu'à débrouiller les affaires de l'Etat ; le peuple sait bien aussi que le citoyen Louis Bonaparte a commis déjà deux actes de folie en essayant de se faire proclamer empereur des Français à Strasbourg et à Boulogne. Le peuple sait bien, enfin, que le citoyen Louis Bonaparte n'est ni un homme de bon esprit, ni un homme de bon jugement.

Jacques Bonhomme s'étonnait donc beaucoup du grand tumulte qui se faisait à propos du citoyen Louis Bonaparte, et il se demandait si tout cela était bien clair ; s'il n'y avait pas dans la foule qui criait : Vive Napoléon ! vive l'empereur ! des gens qui gagnaient à ce passe-temps-là plus d'argent qu'un bonnetier ouvrier n'en peut gagner dans sa journée... Néanmoins, Jacques Bonhomme était d'avis qu'il ne fallait pas donner à l'affaire plus d'importance qu'elle n'en méritait ; Jacques Bonhomme était d'avis que l'Assemblée ferait sagement d'admettre parmi ses membres le citoyen Louis Bonaparte, sans chicaner le moins du monde sur son élection.

L'Assemblée a pensé comme Jacques Bonhomme ; mais l'Assemblée a eu le tort de s'occuper pendant toute la séance de la question de savoir si elle admettrait ou si elle n'admettrait pas le citoyen Louis Bonaparte. Une séance pour un homme, c'est trop !

MERCREDI.

Les fonctionnaires publics appelés à la représentation nationale pourrout-ils conserver leur emploi, tout en demeurant représentants du peuple ? Telle était la question que l'Assemblée avait à résoudre. — L'Assemblée a décidé que les employés pourraient conserver leur mandat de représentant, mais qu'ils seraient tenus d'abandonner le traitement de leur emploi.

Jacques aurait voté avec la majorité de l'Assemblée.

JEUDI.

Le citoyen Pierre Leroux, que le peuple de Paris a envoyé à l'Assemblée nationale, a fait un tableau de la misère des ouvriers qui a vivement ému Jacques Bonhomme. Le citoyen Pierre Leroux est plein de cœur ; il ressent les souffrances du peuple, comme si c'étaient les siennes. Malheureusement le citoyen Pierre Leroux n'est pas fort sur les remèdes qui conviennent au mal ; du moins, c'est l'avis de Jacques Bonhomme. Le citoyen Pierre Leroux voudrait, par exemple, qu'on établît des colonies agricoles. Mais, pour établir des colonies agricoles, il faut de l'argent, et pour avoir de l'argent, il faut augmenter les impôts. Or, Jacques Bonhomme pense que l'on soulagerait bien mieux le peuple en diminuant les impôts qu'en les augmentant.

A la fin de la séance, on a lu une lettre du citoyen Louis Bonaparte. Dans cette lettre, il y avait la phrase que voici : « Si le peuple m'imposait des devoirs, je saurais les remplir. » Peut-être la phrase voulait-elle dire beaucoup plus qu'un bon citoyen ne doit dire dans une république, peut-être ne voulait-elle rien dire. L'Assemblée a eu le tort d'en prendre beaucoup trop de souci.

VENDREDI.

Le citoyen Louis Bonaparte aime à écrire, mais il n'a pas toujours la main également heureuse. Hier, par exemple, peu s'en est fallu que sa lettre ne le fit déclarer traître à la patrie. En voici une autre qui est infiniment mieux accueillie. Elle renferme la démission du citoyen Bonaparte. Jacques Bonhomme félicite le citoyen Bonaparte de sa résolution : n'avons-nous pas déjà bien assez de difficultés sur les bras ?

Voici maintenant une autre affaire. Tout le monde sait que les élections n'ont pas été faites partout d'une manière irréprochable ; tout le monde sait que les commissaires du gouvernement, les employés grands et petits, et jusqu'aux maires, ont voulu, dans beaucoup d'endroits, faire les élections à leur manière. Dans le département de l'Hérault, un maire a fermé le scrutin à 3 heures, au lieu de le laisser ouvert jusqu'à 6, — et cela afin d'empêcher les paysans des environs, qui étaient opposés à son candidat, M. Laissac, de venir voter. L'Assemblée a ordonné qu'une enquête serait faite sur l'élection, — et si les choses se sont passées comme on l'a rapporté, l'élection sera cassée. — Jacques Bonhomme pense que ce sera d'un bon exemple pour l'avenir.

Plusieurs colons de l'Algérie ont demandé que cette colonie fût réunie à la France. Ces braves gens ont pensé, aux rebours du bon sens, qu'ils seraient mieux gouvernés par les bureaucrates de Paris que par un gouvernement siégeant à Alger. L'Assemblée n'a pas été de leur avis ; elle a décidé que l'Algérie continuerait d'être gouvernée à part. Mais comme le gouvernement de l'Algérie est plein d'abus, l'Assemblée a décidé en même temps qu'on s'occuperait sans retard des moyens de l'améliorer. Fort bien ! mais que le comité des colonies n'aille pas s'en dormir !

SAMEDI.

Jacques Bonhomme a eu aujourd'hui le cœur navré. Dans plusieurs départements, les paysans, accablés de misère, ont refusé de payer l'impôt des 45 centimes. Dans la Creuse, ils se sont mis en insurrection contre l'autorité. Il y a eu un combat près de Guéret ; treize hommes ont été tués. Les paysans ont eu le dessous.

C'est le citoyen Pierre Leroux qui est venu raconter à l'Assemblée ces faits lamentables et demander ce que le gouvernement comptait faire. Le ministre des finances a répondu que le gouvernement ne pouvait se passer des 45 centimes. Jacques Bonhomme pense que si le ministre connaissait bien la situation des pauvres paysans des campagnes, il ferait tout au monde pour se passer des 45 centimes. Il proposerait, par exemple, de réduire l'armée d'un bon tiers, de congédier les employés inutiles et de dissoudre les ateliers nationaux, pour lesquels on vient encore de demander 3 millions. Ah ! si Jacques Bonhomme était ministre des finances !

L'Assemblée nationale ne siège pas le dimanche. Lundi elle doit s'occuper de la question des chemins de fer. Vous savez que le ministre des finances veut que le gouvernement, qui dans ce moment-ci est très-pauvre, nous rembourse les bons du Trésor et les créances des caisses d'épargne, rachète les chemins de fer. Jacques Bonhomme, qui n'a pas l'habitude d'acheter une blouse même avant d'avoir payé l'ancienne, espère bien que l'Assemblée enverra promener le ministre des finances.

#### AVIS PUBLICS.

##### RECUEIL DE CHANSONS NATIONALES, POPULAIRES ET MILITAIRES.

de 1789 à 1848

AVEC DES NOTICES HISTORIQUES,

PAR DUMERSAN.

Paris, GARNIER frères, 10, rue Richelieu, et Palais-National. Joli in-32 de 470 pages ; Prix : 3 fr.

Le peuple français a chanté à toutes les époques ; il n'est pas une phase de son histoire qui ne soit marquée par des chansons. Sous la Ligue, la Fronde et la Régence, il chansonna ses ennemis extérieurs et intérieurs. Jusqu'en 1789, où il fit de la chanson sa poésie nationale. Avenant des événements de cette grande époque ne fut oublié par les chansonniers, et M. Dumersan, en recueillant les produits épars de leur verve patriotique, nous transmet ainsi une histoire tout entière de la Révolution française par les chansons.

Le gérant, J. LOBET.

IMPRIMERIE CENTRALE DE NAPOLEON CHAIX ET C<sup>e</sup>, RUE BERGÈRE, 8.